

Viet Nam 1954 – Un possible choix autre que celui de Ngô Đình Diệm

Nguyễn Ngọc Châu (JJR62)

Extrait de « *Viet Nam – L’Histoire politique des deux guerres- Guerre d’indépendance (1858-1954) et Guerre idéologique ou Nord-Sud (1945-1975)* », préfacé par Pierre Brocheux, auteur Nguyễn Ngọc Châu, édité par les Editions Nombre 7 à Nîmes en 2020 (seconde édition). Information sur <https://drive.google.com/file/d/1wAjGtHC4jEfRbtUywxkPcbuf9oMy6ba6/view?usp=sharing>
La version anglaise (“ *Việt Nam – Political history of the two wars- Independence war (1858-1954) and ideological war (1945-1975)*”) préfacée par le Professeur Janet Hoskins de l’University of Southern California, LA, est disponible sur Amazon. Sa Table des matières est accessible par le lien: https://drive.google.com/file/d/1_mTkP-trkc63qaQ8BPI2BoSp-8vBcmQY/view?usp=sharing

Avec les pourparlers de Genève et leur issue probable, un changement de pouvoir au Sud était nécessaire. Il fallait trouver un Premier ministre approprié à la nouvelle situation, car il aurait à tout revoir, à construire, à reconstruire, et à être prêt devant un Nord puissant militairement et idéologiquement.

Même si la décision finale sur son choix revenait au chef de l’État Bảo Đại, la France et les États-Unis avaient leur mot à dire. Pour la France, il fallait préserver les biens des Français installés depuis des dizaines d’années, ainsi que la culture française qu’elle avait amenée au pays depuis le début de la colonisation. Pour les Américains, qui détenaient les cordons de la bourse, le nouveau gouvernement aurait à répondre à leur désir de contenir l’expansion du communisme, le seul objectif qui les avait conduits à s’intéresser à ce pays lointain.

L’ambassadeur des États-Unis à Sài Gòn, Donald Heath, suggéra à Bảo Đại une liste de noms composée de Phan Huy Quát, le ministre de la Défense à l’époque, Nguyễn Hữu Trí, l’ancien gouverneur du Nord Việt Nam, et le général de l’Armée nationale, Nguyễn Văn Hinh, et il en référa par télégramme au Département d’État à Washington le 10 février 1954. Bửu Lộc venait de présenter son gouvernement un mois plus tôt (11 janvier 1954).

L’adversaire potentiel de Ngô Đình Diệm

Ngô Đình Diệm, qui résidait au Maryknoll Junior Seminary à Lakewood, dans le New Jersey, aux États-Unis, où il s’était exilé, alla en mai 1953 en France où se trouvaient Bảo Đại et la plupart des Vietnamiens résidant hors du Việt Nam, pour mener sa campagne.

À Paris, ville des exilés et des intellectuels vietnamiens hors du pays, les réunions des divers groupes de la communauté et les discussions sur l’homme providentiel battaient leur plein.

Arthur Jonh Langgut, écrit dans *Our Vietnam: The War 1954-1975* (Notre Vietnam: La Guerre 1954-1975) : « [Ngô Đình] Diệm n’était pas le seul candidat pour le poste de Premier ministre sous Bảo Đại, et les Français le considéraient comme hostile à leurs intérêts commerciaux, qu’ils espéraient continuer de développer malgré le changement de gouvernement. Cependant, les noms que les Français mettaient en avant pouvaient être rejetés comme ayant été de leurs collaborateurs, et l’alternative la plus sérieuse à Diệm, le Dr Nguyễn Ngọc Bích, avait ses propres handicaps. Bien que n’étant pas communiste lui-même, Bích

s'était battu avec le Việt Minh, et son père avait un rôle important dans le caodaïsme, une secte éclectique qui vénérait Confucius, Bouddha, Jésus, Jeanne d'Arc et Victor Hugo.¹ »

Chester L. Cooper² indiqua, dans son livre *The Lost Crusade – America in Vietnam* (La Croisade perdue – L'Amérique au Việt Nam), que « *un groupe d'intellectuels vietnamiens se réunissait régulièrement à Paris pour discuter des possibles candidats [pour être le dirigeant nationaliste qui pourrait apporter au peuple vietnamien une alternative non communiste à Hồ Chí Minh].* ». « *Au début des discussions, [Nguyễn Ngọc] Bích était considéré comme un candidat possible au poste de Premier ministre à cause de la fascination presque mystique qu'il exerçait sur des millions de Vietnamiens. [...] Bích s'était joint au Việt Minh parce qu'il était convaincu que c'était une occasion pour les nationalistes non communistes de se mettre ensemble avec les communistes dans une large coalition pour établir un véritable Việt Nam libre et indépendant* ».

« *Ngô Đình Diệm était le candidat favori des conservateurs catholiques, mais il était considéré généralement comme un honnête et dur nationaliste, ayant des connaissances brillantes et une expérience pratique de gouvernement. [...] Diệm rencontra d'abord le groupe de Paris au début du printemps de 1954 et, d'après l'un des présents, il avait fait une mauvaise impression. Bích quitta une réunion où Diệm était présent et refusa de s'associer à une quelconque des délibérations qui suivirent. L'un des membres du groupe rapporta que Diệm était obscur et trouble (“murky”) et que ses idées étaient “obsolètes” [...]* » poursuivit-il.

Nguyễn Ngọc Bích (1911-1966) était un polytechnicien (un diplômé de l'École Polytechnique en France) de la promotion 1931, un ingénieur des Ponts et Chaussées (entré en 1933), un commandant adjoint de la zone 9 Việt Minh et un député de Rach Giá dans l'Assemblée nationale de la RDVN. En 1946, il retarda l'avance des armées des généraux Valluy et Nyo en faisant sauter plusieurs ponts³, dont ceux de Cái Răng et Nhu Gia, respectivement à Cần Thơ et à Sóc Trăng au Sud Việt Nam.

Il déclina l'offre du Parti communiste d'en devenir membre⁴, fut fait prisonnier par les Français, puis sauvé du peloton d'exécution par des officiers français, aussi anciens de Polytechnique, sur appel notamment de Hoàng Xuân Hãn (polytechnicien promotion 1930)⁵.

¹ Le père du D^r Nguyễn Ngọc Bích était le préfet Nguyễn Ngọc Tường, l'un des cinq dignitaires qui dirigeaient le caodaïsme d'origine à Tây Ninh et qui devint en 1935 le *Giáo Tông* (Grand Maître Supérieur) de la branche *Ban Chính Đạo* (Comité de Rectification de la Religion) à Bến Tre.

² Chester Cooper était un membre de la CIA, staff assistant à la NSC (National Security Council) en 1953 et 1954, qui assistait à la conférence de Genève au sein de la délégation américaine, et était en relation directe avec la CIA à Washington.

³ Télégramme du 11/09/1946 reçu par le Comité Indochine de « Haussaire Indo Saigon » : « *25 août Nguyen Ngoc Bich recherché pour destruction volontaire fut arrêté par autorités militaires à An Phu Dong [...] Bich reconnu avoir personnellement fait sauter pont béton armé de Tân Hương, pont métallique du chemin de fer, pont sur canal Lacombe et travée tournante pont près de Rach Gia ...* »

⁴ Raconté à la fin des années 1980 à l'auteur par Gaston Phạm Ngọc Thuần qui, à l'inverse, rejoignit le Parti et devint plus tard président du *Ủy Ban Hành chánh Kháng Chiến Nam Bộ* (Comité administratif et de résistance du Sud), puis ambassadeur de la RDVN en Allemagne de l'Est. Bích et Thuần habitaient sous le même toit dans le maquis avant cette offre du Parti. Thuần âgé et malade avait pu rendre sa carte du Parti à cause de son âge et se rendre en France pour se faire soigner. Se sentant libéré, il avait tenu à raconter au fils de Bích ce que lui et son père avaient discuté toute la nuit après leur réponse au Parti. Il disait que toute sa vie, il attendait ce jour-là car il ne pouvait pas oublier ce que Bích lui avait dit.

⁵ Hoàng Xuân Hãn, ancien ministre du Gouvernement Trần Trọng Kim (1945), lança une lettre ouverte aux anciens de l'École polytechnique, lettre qui peut être lue dans « *Le temps des Ancêtres, une famille vietnamienne dans sa traversée du XXe siècle* » du même auteur, Editions L'Harmattan, 2018, et qui est

Ces officiers basés au Sud Việt Nam mirent son nom sur une liste d'échange de prisonniers, et l'envoyèrent en exil en France. À Paris, il obtint son diplôme de docteur en médecine, monta la maison d'éditions Minh Tân pour favoriser la diffusion d'ouvrages d'intellectuels vietnamiens, fit de la recherche médicale et enseigna à la faculté de médecine de Paris (La Pitié-Salpêtrière dans l'équipe du Professeur Gougerot).

Il envoya sa candidature à l'élection présidentielle de 1961, avec pour partenaire Nguyễn Văn Thoại, un professeur au Collège de France qui faisait partie de son groupe et qui était devenu un ministre de Ngô Đình Diệm. Mais le dossier fut jugé non recevable par l'administration de Sài Gòn, car il serait incomplet et arrivé en retard⁶. Nguyễn Văn Thoại était d'une famille catholique bien connue du Sud. Son frère Nguyễn Văn Âm s'était marié à Ngô Đình thị Hiệp, une des deux sœurs de Ngô Đình Diệm, et leur fils sera le futur cardinal Nguyễn Văn Thuận, archevêque de Sài Gòn. Nguyễn Ngọc Bích était le fils de l'un des fondateurs du Caodaisme (trois millions d'adeptes) et un célèbre ancien résistant non communiste. Son frère Nguyễn Ngọc Nhựt, un ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris (France), un membre du Ủy Ban Hành chánh Kháng Chiến Nam Bộ (Comité d'Administration et de Résistance du Sud Việt Nam) du Việt Minh, qui n'était pas communiste non plus et avait refusé des postes de ministre de Bảo Đại⁷, était mort en 1952 après trois ans de détention. L'équipe Nguyễn Ngọc Bích - Nguyễn Văn Thoại pourrait donner beaucoup de fil à retordre à Ngô Đình Diệm dans la course à la présidentielle.

Nguyễn Ngọc Bích n'était pas seul. Il faisait partie d'un groupe secret d'intellectuels – pour la plupart des technocrates formés et résidant en France – qui se voyaient régulièrement, en particulier au siège des éditions Minh Tân, 7 rue Guénégaud, Paris 6^e (les éditions *Trường Thi* et *Bích Vân Thư Xã* étaient ses correspondants respectivement à Hà Nội et Sài Gòn), qui le faisait appeler par certains “le groupe Minh Tân”. Minh veut dire “éclairé”, Tân “nouveau”.

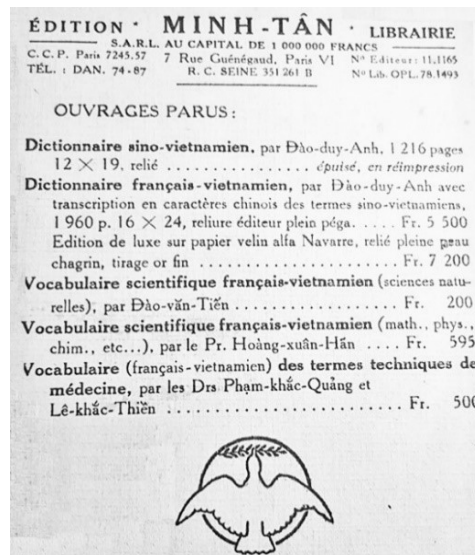
Ce groupe était animé par la volonté d'offrir au pays une issue autre que celle de la guerre, celle de développer les deux parties du pays pour rattraper le retard sur ses voisins et éviter de dépendre de la Chine, le vrai ennemi de toujours: négociations Nord Sud pour une coopération économique et commerciale avant une unification pacifique dans le long terme lorsque les conditions seraient devenues favorables. Une coopération commerciale et économique pourrait aider à rendre les deux parties du pays moins dépendantes de l'étranger. Le Nord Việt Nam avait un vrai problème d'approvisionnement en riz, n'ayant plus accès au grenier à riz du Sud.

Le logo des éditions Minh Tân montre bien l'objectif de ce groupe : la paix .

mentionnée dans la thèse de doctorat intitulée *Formation des élites scientifiques et techniques à l'École polytechnique française aux XIX^e et XX^e siècles*, d'Anousheh Karvar, soumise en 1997 à l'Université Paris VII Denis-Diderot. Cette lettre se trouve en annexe de cet article.

⁶ *Việt Nam où est la vérité*, Trương Vĩnh Lễ, éd. Lavauzelle, 1989. En 1963 et 1964, après la chute de Ngô Đình Diệm, deux télégrammes de l'ambassade des États-Unis à Sài Gòn au Département d'Etat évoquèrent le nom de Nguyễn Ngọc Bích. Le premier du 29/10/1963 (FRUS1961-63v04/d229) indiquait « [...] Seulement trois exilés sont à prendre en considération: Nguyễn Ngọc Bích très suivi et très populaire en Cochinchine, Nguyễn Hữu Châu qui a tenu tête à sa famille et qui était très capable et Nguyễn Tôn Hoàn comme bon ministre de la Jeunesse. »”, et le second du 21/08/1964 (FRUS1964-68v01/d320), « Je mentionnai à Rau que nous pensions que le Front pourrait essayer de capturer des prominents politiciens vivant en exil et de les utiliser pour attirer l'allégeance des Vietnamiens non communistes [...] Rau dit que nous devrions observer particulièrement Nguyễn Ngọc Bích et Nguyễn Hữu Châu ».

⁷ *Dũng khí Nguyễn Ngọc Nhựt* (Le héros Nguyễn Ngọc Nhựt), Nguyễn Hùng, Hội nhà văn, nxb Trẻ, TP Hồ Chí Minh, 2001.



Le logo des Éditions Minh Tân

Il y avait à l'époque des exemples de maisons d'édition qui étaient à l'origine de la formation de groupements politiques. Les éditions Nam Đồng (*Nam Đồng Thư Xã*), dont les fondateurs en 1925 étaient un groupe d'enseignants (dont Phạm Tuấn Lâm, Phạm Tuấn Tài et Hoàng Phạm Trân (Nhượng Tống)), avaient donné naissance en 1927 au *Việt Nam Quốc Dân Đảng* (VNQDD) (Parti Nationaliste du Việt Nam). Le *Tự Lực Văn Đoàn* (Groupe Littéraire Autonome) qui animait les revues *Phong Hóa* (Mœurs) et *Ngày Nay* (Aujourd'hui) et la maison d'édition *Đời Nay* (La Vie d'Aujourd'hui), s'intéressa à partir de 1937 à la politique et s'adhéra en 1939 au *Đại Việt Dân Chính Đảng* (Parti Populaire et Démocratique du Đại Việt) fondé en 1938 sous le nom de *Parti Hưng Việt* (Restauration Vietnamienne) par l'un d'entre eux Nguyễn Tường Tam.

On pouvait trouver cette idée d'une coopération commerciale et économique entre le Nord et le Sud dans l'article ⁸ de Nguyễn Ngọc Bích écrit en 1962, en particulier lorsqu'il commentait le 3^e thème ⁹ étudié au 3^e Congrès du Parti Lao Động en 1960 : « *Réunification progressive et pacifique des deux parties du Việt Nam* ». Pour lui, « *Une réunification pacifique et progressive du Việt Nam ne pourrait être réalisée que de manière pacifique et progressive, c'est-à-dire sans utilisation d'aucune force armée mais en réunissant les deux parties autour d'une table. Avant de mettre les armes de côté, il ne saurait être question de réunification pacifique. En attendant que cela arrive un jour futur, quand les circonstances le permettront, le Sud Việt Nam espère que les deux moitiés pourront vivre en paix l'une à côté de l'autre, s'aider l'une l'autre dans la tâche commune de bâtir la nation vietnamienne, au lieu d'utiliser les armes l'une contre l'autre dans un combat idéologique dans lequel le peuple ne joue aucun rôle et qui persistera aussi longtemps que le monde restera divisé en deux blocs mutuellement hostiles. En agissant autrement, le concept de "réunification pacifique" deviendra seulement un thème de propagande destiné à dissimuler une volonté problématique de conquête.* ».

⁸ *Vietnam : an independant point of view* (Vietnam : un point de vue indépendant), de Nguyễn Ngọc Bích, dans *China Quarterly*, mois 1-3, 1962, et dans *North Vietnam today : Profile of a Communist satellite* (Nord Vietnam aujourd'hui : Profil d'une satellite communiste), de P.J. Honey. Le texte intégral traduit en français se trouve dans *Le Temps des Ancêtres, Une famille vietnamienne dans sa traversée du XXe siècle*, Nguyễn Ngọc Châu, éd. L'Harmattan, 2018.

⁹ Les autres thèmes étaient : (1) support du point de vue russe dans la querelle sino-soviétique et (2) socialisation rapide du Nord Vietnam, par l'exécution du premier Plan quinquennal (1961-65).

Comptaient dans ce groupe des personnalités comme VVT, NVT, TLQ, NĐ, HVĐ, ĐQC, NĐL, etc.¹⁰, dont certains deviendraient plus tard ministres de la République du Viêt Nam. L'un d'entre eux, profitant des négociations de 1954 à Genève, y était allé pour voir ce qu'ils pourraient faire. L'interview audio du 17 avril 2007 de Trần Đông Phong rapportait qu'un de leurs amis avait parlé à Phạm Văn Đồng (ref. site Vietnam Exodus).

Aucun membre du groupe était communiste, pro communiste, "neutre" ou membre d'une quelconque "troisième force". Ils étaient des simples patriotes qui comptaient sur le temps et sur une coopération fructueuse entre Vietnamiens pour voir disparaître le fossé entre communistes et ceux qui ne l'étaient pas. L'avenir montra que Hồ Chí Minh et les deux frères Ngô Đình Diệm et Nhu arrivèrent au même raisonnement, le premier en 1958 et en 1962, et les seconds en 1963.

Mais l'époque n'était pas favorable à de telles idées. La lutte à outrance pour barrer la route des communistes avait la faveur des Américains, tandis que ceux-ci ne pensaient qu'aux élections annoncées dans la Déclaration non signée des accords de Genève. Nguyễn Ngọc Bích, que Georges Bidault avait invité à venir le rencontrer, et qu'un professeur américain était venu de Washington voir particulièrement, fut jugé trop idéaliste. Il n'insista pas, et il décida de rester en France avec quelques-uns de ses amis, alors que le reste du groupe revint au Viêt Nam du Sud. En 1956, connaissant le caractère et la position de Ngô Đình Diệm, il déclina l'invitation de son frère Luyên¹¹ qui cherchait un homme du Sud pour être vice-président, fonction qu'accepta Nguyễn Ngọc Thơ¹².



On Dr Nguyen Ngoc Bich, author of "Viet Nam, an independant point of view", China Quaterly, months 1-3, 1962

Contributors

Dr. Nguyen Ngoc Bich was one of the first Vietnamese to graduate from the Ecole Polytechnique in Paris, after which he returned to work as an engineer for the colonial government in Cochin China. After World War II, he became a senior commander in the Cochin Chinese resistance movement but was betrayed by his Communist colleagues to the French because he insisted that the fight was for Vietnamese independence, not Communism. Saved from execution only by an amnesty agreement reached between the two sides, he was subsequently moved to France, where he has since lived. He is now director of a Vietnamese publishing house in Paris and a Doctor of Medicine, but follows political developments inside Vietnam closely. His personal influence upon Cochin Chinese opinion is considerable, and he is regarded by many as a possible successor to President Ngo Dinh Diem. Dr. Bich entered the lists for the Vietnamese Presidential Election in 1961, in opposition to Ngo Dinh Diem, but his candidature was declared invalid by the Saigon authorities at the last moment because of "technical reasons".

¹⁰ Des noms dont les initiales permettent d'identifier facilement la personne ont été enlevés de cette liste pour préserver leur anonymat.

¹¹ Ils se connaissaient (Luyên était un ingénieur de l'École Centrale) et la mère de Bích était une parente de Trần Văn Chương, le père de Mme Ngô Đình Nhu.

¹² Informations apportées par des descendants de cette génération dont fait partie l'auteur, un témoin privilégié, car il est le fils du Dr Nguyễn Ngọc Bích.

8. Hammer, *op. cit.*, p. 125.

9. Miss Hammer cites the case of an emissary sent by Nguyen Ngoc Bich to negotiate a cease-fire, and "it was soon public knowledge that the French had put a price on his head as well as on that of his commander, Nguyen Ngoc Bich" (*ibid.*, p. 158).

10. Interview with André Blanchet, *Le Monde*, February 28, 1946.

11. The *modus vivendi* the French had signed with Cambodia on January 7, 1946, provided that the Commissioner of the French Republic directed to maintain public order; (2) regulated Frenchmen, aliens, and Indochinese.

Buttinger p 641

122 THE LOST CRUSADE: *America in Vietnam*

Dai were especially frustrated—caught as they were between the French and Vietnamese ruling groups. Scheming and plotting were rife. But among these expatriate Vietnamese were some genuine nationalists.

One such patriot was Dr. Nguyen Nhoc Bich. By profession Bich had been an engineer—a graduate of France's prestigious Ecole Polytechnique. He was a consequential and revered figure. His father was one of the founders of a branch of the Cao Dai sect, and his family had long been highly respected in the southern part of Vietnam, particularly in the area of Ben Tre Province. Bich had joined the Viet Minh because he was convinced there was a chance for non-Communist nationalists to band together with the Communists in a broad coalition to establish a genuinely free and independent Vietnam. Bich, as well as many other educated, non-Communist nationalists, was influenced by the French political tactic of alliances between moderate and Communist groups to achieve short-range objectives. The problem in Vietnam, however, was that the non-Communist nationalists had no significant political base of their own and were either swallowed up or destroyed by the Viet Minh's well-organized, politically aggressive Communist leadership.

As commander of the Viet Minh forces in the Delta during the late 40s, Bich became one of the most popular local heroes. During 1946 the Viet Minh hierarchy became concerned that Bich might pose a threat to the aims of the Viet Minh in the southern part of Vietnam, and by the end of that year Ho apparently decided that Bich had served his purpose in the Delta. He was "invited" to move North to become a member of the Viet Minh political and military headquarters in Hanoi. Bich was reluctant to leave his command, not only because of his desire to continue the fight against the French, but also because he felt uneasy about leaving his base of power. Nonetheless, he made his way north via the nationalist underground to Hanoi.

A day or two before Bich was to report to the Viet Minh headquarters, the French discovered his hiding place near Hanoi. Since he was on the French "most wanted" list, he was subjected to an intensive and unpleasant interrogation. He had no doubt

time I ever saw him give in to his emotions," Shaplen quotes Lansdale as saying (*The Lost Revolution*, pp. 125, 126).

92. Nguyen Bao Toan sought political refuge in Cambodia. As he fled South Vietnam, he saw the Social Democratic Party, whose head he had been, purged and put under pro-Diem control. When later he went to the United States, where he protested against continued support of Diem (see *The New York Times*, March 17, 1956), I also saw him. He struck me as an honest man, and even then I believed that the accusations against him were slander, a tactic used by the regime against anyone who openly opposed it, as was later the case with Vu Van Thai. Toan took up residence in France, together with a number of other self-exiled Vietnamese. Scigliano mentions him and Nguyen Ngoc Bich as "perhaps the two most popular of the Paris oppositionists" (*op. cit.*, pp. 23-24, 79-80, and 82).

93. Henderson, *op. cit.*, p. 289.

94. See Paul Devinat, "Un Renouveau Franco-Vietnamien Est-il Possible?" in *Politique Française*.

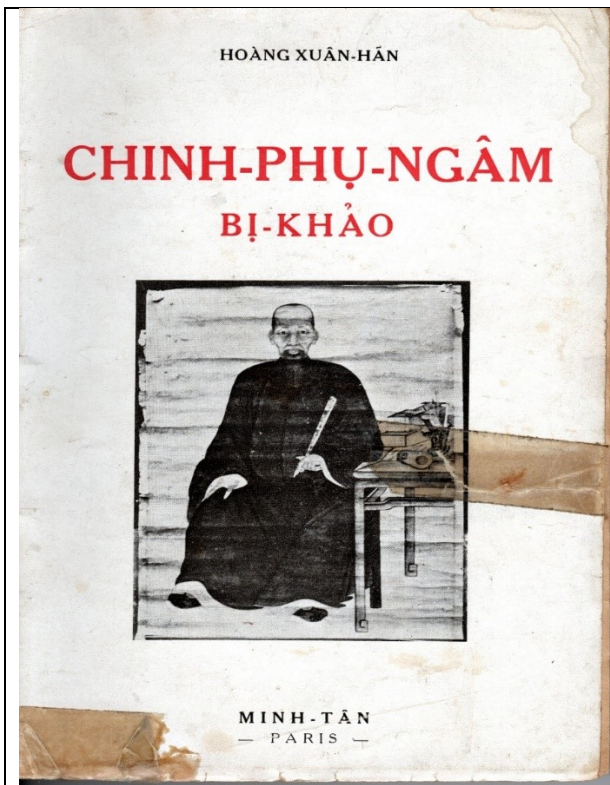
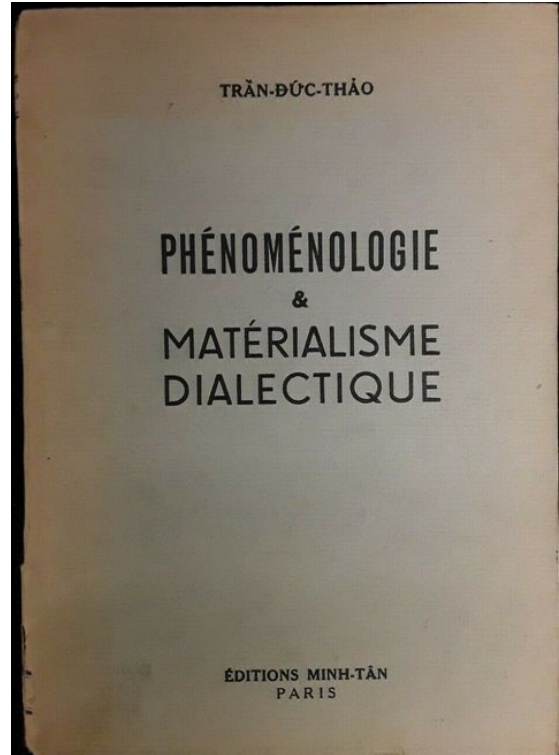
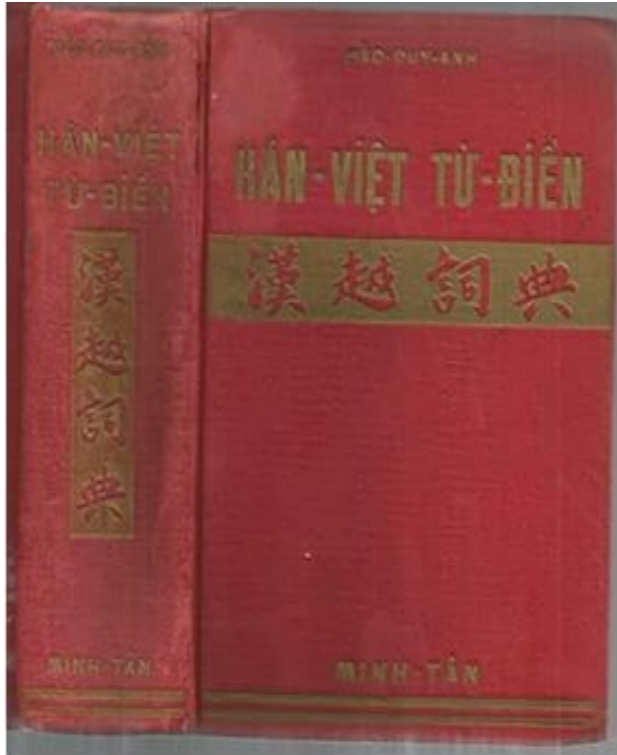
Buttinger p 1112

people's desire for freedom.

Diem left Paris for Saigon on June 24, accompanied by his brother Luyen, by Tran Chanh Thanh, and by Nguyen Van Thoai, a relative of the Ngo family and the only prominent exile willing to join Diem's Cabinet. With others, such as the resistance hero Nguyen Ngoc Bich, Diem had no success. He tried unsuccessfully to win Nguyen Mien, a Catholic who had been Ho Chi Minh's first Minister of Economics but who had parted with the Vietminh in December, 1946. The men, and others too, rejected Diem's concept of government, which clearly aimed at a one-man rule. Nor did they share Diem's illusions about the chances of preventing a Geneva settlement favorable to the Vietminh. Diem apparently believed that the National Army, longer fighting under the French but for an independent government, would quickly become effective and reduce the gains made by the Vietminh.

Buttinger p 850

... but the welfare of the people outweighed the...
 ...ances against us, but let's forget them."
 Diem asked how he could forget his brother's death at the hands of the Vietminh.
 "I knew nothing of it," Ho said. "I had nothing to do with your brother's death. I deplore such excesses as much as you do."
 Diem said that his brother and his son were only two of the hundreds killed by the Communists and the hundreds more betrayed by them. "How can you dare to invite me to work with you?"
 Ho responded with the philosophy that had sustained him through his own years of privation and pain. "Your mind is focused on the past," he chided Diem. "Think of the future—education, improved standards of living for the people."
 Diem revealed the stubbornness he masked with a bland formality. He, too, would work toward those goals, he said, but not because of pressure from the Vietminh. "I am a free man," Diem told Ho. "I shall always be a free man. Look me in the face. Am I a man who fears oppression or death?"
 "You are a free man."
 Ho proved it. The next morning, he allowed Diem to rise at 6 A.M. and walk out of Hanoi. Other Vietminh leaders disapproved of Ho's impulsive clemency. They sentenced Diem to death in absentia and made attempts to assassinate him. When Diem appealed to the French authorities for protection, he was told that no police were available to guard him. In August 1950, he chose exile.
 Diem traveled through Europe, stopping in Rome for an audience with the pope before alighting at various Maryknoll seminaries along America's East Coast. Wesley Fishel, a Michigan State University professor familiar with Vietnam, introduced Diem to New York's Francis Cardinal Spellman, who in turn brought him together with politicians in Washington. Two were fellow Catholics—Senator Mike Mansfield and Representative John Kennedy.
 Diem was not the only candidate for prime minister under Bao Dai, and the French considered him hostile to their business interests, which they expected to survive the change in government. The names the French put forward could be dismissed as collaborators, however, and the one serious alternative to Diem, Dr. Nguyen Ngoc Bich, had his own liabilities. Although not a Communist himself, Bich had fought with the Vietminh, and his father was prominent in the Cao Dai, an eclectic sect that revered Confucius, Buddha, Jesus, Joan of Arc and Victor Hugo. Despite a medical degree, Bich could seem so mystical that Diem

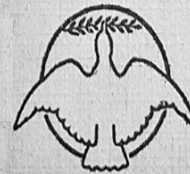


ÉDITION · MINH-TÂN · LIBRAIRIE

S.A.R.L. AU CAPITAL DE 1 000 000 FRANCS
 C. C. P. Paris 7245.57 7 Rue Guénégaud, Paris VI N° Editeur: 11.1165
 TÉL. : DAN. 74-87 R. C. SEINE 351261 B N° Lib. OPL. 78.1493

OUVRAGES PARUS:

- Dictionnaire sino-vietnamien, par Đào-duy-Anh, 1 216 pages
 12 × 19, relié épuisé, en réimpression
- Dictionnaire français-vietnamien, par Đào-duy-Anh avec
 transcription en caractères chinois des termes sino-vietnamiens,
 1 960 p. 16 × 24, reliure éditeur plein péga. Fr. 5 500
 Edition de luxe sur papier velin alfa Navarre, relié pleine peau
 chagrin, tirage or fin Fr. 7 200
- Vocabulaire scientifique français-vietnamien (sciences natu-
 relles), par Đào-văn-Tiến Fr. 200
- Vocabulaire scientifique français-vietnamien (math., phys.,
 chim., etc...), par le Pr. Hoàng-xuân-Hãn Fr. 595
- Vocabulaire (français-vietnamien) des termes techniques de
 médecine, par les Drs Phạm-khắc-Quảng et
 Lê-khắc-Thiền Fr. 500



NGUYEN NGOC BICH

député vietnamien

arrêté et torturé par les troupes françaises !

ARES une cascade de déclarations optimistes prévoyant chaque fois la reprise de la conférence de Fontainebleau, on ne parle plus soudain que de rupture. C'est la preuve que nous avons raison de mettre en garde la population française contre l'action antinationale de l'amiral d'Argenlieu au Viet-Nam et la politique de « double jeu » de MM. Bidault et Moutet.

Le 2 septembre encore, à la célébration du premier anniversaire de la république vietnamienne à Paris, M. Labrousse, secrétaire général du Comité interministériel pour l'Indochine lisait une déclaration du ministre Moutet où ce dernier affirmait : « Les intérêts des peuples doivent être gérés par les représentants des peuples... je suis décidé à vaincre tous les obstacles qui pourraient s'opposer à l'établissement de rapports confiants entre la France et le Viet-Nam ».

Trois jours après, on apprenait que les négociations franco-vietnamienues étaient entrées dans une impasse par suite de l'intransigeance du gouvernement français.

Et quand nous disons du « gouvernement français », il faut entendre du « Comité interministériel pour l'Indochine », qui comprend MM. Bidault, Alexandre Varenne, Michelet et Moutet, ainsi qu'un certain nombre de personnalités très colonialistes...

...Parce que le gouvernement lui-même, à notre connaissance, n'a jamais eu à discuter de la question et n'a jamais eu à décider que le traité du 6 mars ne serait pas appliqué.

Et pourtant il s'agit bien de cela : Contrairement à tous les engagements pris, on se refuse à organiser le referendum en Cochinchine sous le contrôle d'une commission mixte franco-vietnamienne !

On prétend que « le referendum ne pourra avoir lieu que lorsque le terro-

risme aura pris fin », et l'on laisse faire Thierry d'Argenlieu, le grand responsable du terrorisme. Sous prétexte qu'on veut rester « neutre », on laisse le « gouvernement » de la « république autonome de Cochinchine », entièrement à la dévotion de d'Argenlieu et des gros planteurs de caoutchouc et riziculteurs, supprimer toutes les libertés démocratiques au Nam-Bô.

Les méthodes de la Gestapo

Nous venons d'être informés que Nguyen Ngoc Bich, ingénieur des Ponts et Chaussées, ancien élève de l'École Polytechnique à Paris, député de la province de Rach-Gia (Nam-Bô) à l'assemblée nationale de la république du Viet-Nam, arrêté le 26 août 1946 par les troupes françaises à An-Phu-Dong (Gia Dinh) est actuellement soumis aux tortures les plus atroces.

Les démocrates vietnamienues craignent fort que Nguyen Ngoc Bich ne subisse le sort qui fut réservé à M^e Thai Van Lung, arrêté et torturé dans les mêmes conditions, et qui fut assassiné dans la prison de Saïgon. Le président par intérim de la république du Viet-Nam a fait parvenir à l'amiral d'Argenlieu, haut commissaire de France et à M. Bidault, président du gouvernement provisoire de la République, deux messages élevant au nom de son gouvernement, « la protestation la plus vive et la plus indignée contre cette arrestation contraire à l'esprit de la convention préliminaire du 6 mars et à la politique d'entente et d'amitié entre nos deux peuples, et qui, du fait qu'elle touche un représentant de notre peuple, porte gravement atteinte à la souveraineté nationale du Viet-Nam ».

Le message à M. Bidault conclut en demandant son intervention rapide pour « la mise en liberté immédiate du député Nguyen Ngoc Bich, pour ne pas compromettre plus gravement encore la politique d'entente et de coopération réaffirmée dernièrement par notre prési-

dent et par vous-même et que nos deux gouvernements sont en train de faire les plus gros efforts pour réaliser ».

Les tortures infligées au député Nguyen Ngoc Bich ne sont qu'une illustration de la politique de répression, inspirée des méthodes hitlériennes, que mène la clique de l'amiral-moine d'Argenlieu.

Notre pays participe à la juridiction internationale qui juge les criminels de guerre de Nuremberg. Mais les méthodes des Himmler et des Kaltenbrunner ont toujours leurs adeptes, et un Thierry d'Argenlieu qui s'en inspire, est indigne de représenter, où que ce soit, la France démocratique.

Le « double jeu » contre la France

Il est temps d'en finir avec cette sanglante comédie, qui déshonore notre pays aux yeux de ses meilleurs amis. Il est temps de faire entrer dans les faits les déclarations grandiloquentes d'amitié. Cela, M. Marius Moutet, ministre de la France d'outre-mer, et supérieur hiérarchique de d'Argenlieu-le-boucher, doit le comprendre d'autant mieux que le Congrès de son propre parti, le Parti Socialiste, a désavoué son action équivoque en refusant de le réélire au Comité directeur.

Avec le parti communiste, le Parti Socialiste détient la majorité au gouvernement : si les deux partis ouvriers adoptent une attitude commune au Conseil des ministres, ils peuvent imposer une politique nationale et démocratique, qui fasse honneur aux engagements pris au nom de notre pays.

En continuant sur la pente où nous sommes engagés, on irait à la rupture désirée par les trusts du caoutchouc et de la Banque d'Indochine, par tous les réactionnaires et par les impérialistes étrangers. On ruinerait tous les espoirs que des millions d'hommes ont fondés sur l'Union française et pour reprendre

Pour que le "modus vivendi" franco-vietnamien NE RESTE PAS UN CHIFFON DE PAPIER...

AVANT de regagner le Viet-Nam, le président Ho Chi Minh a tenu à signer avec le gouvernement français un « modus vivendi » dont nous connaissons maintenant le texte intégral.

Certaines milieux colonialistes et réactionnaires avaient pourtant exercé de puissantes pressions pour aboutir, après l'échec de la conférence de Fontainebleau, à une rupture définitive entre la France et le Viet-Nam.

C'est l'esprit de conciliation dont le président Ho-Chi-Minh a constamment fait preuve qui a permis d'éviter de justesse cette dramatique issue. De plus, l'énergique réaction de l'opinion démocratique en France, et la crainte de réactions plus énergiques encore ont sans nul doute produit un effet salutaire.

Des accords limités...

Le principal mérite du « modus vivendi » est d'avoir laissé la voie ouverte à la reprise des conversations et à une entente véritable.

Dans la « déclaration conjointe » qui lui sert de préambule, les gouvernements français et vietnamien s'affirment, en effet, fermement décidés à poursuivre, dans un esprit de confiance réciproque, la politique d'accords et de collaboration instaurée par la convention préliminaire du 6 mars.

Et la déclaration spécifie que cette politique « correspond seule aux intérêts permanents des deux pays et aux traditions démocratiques dont ils se réclament ».

Enfin, elle précise que la convention préliminaire du 6 mars 1946 reste en vigueur et que le « modus vivendi » se contente d'apporter à certaines questions d'intérêt immédiat « des solutions provisoires dans le cadre d'accords limités ».

Il est nécessaire de rappeler ces textes, car certains déjà prétendent que les nouveaux accords annulent la convention du 6 mars. On comprend les dangers d'une telle interprétation, qui permettrait d'écarter le référendum prévu par la convention préliminaire. En fait, cette dernière se trouve à la fois formellement confirmée et complétée sur quelques points particuliers.

...domnant satisfaction à la France

Les dispositions du « modus vivendi » donnent d'ailleurs essentiellement satisfaction à la France.

Les articles II, III, IV, V, VI et VII accordent à notre pays d'importants avantages économiques et financiers, et une position privilégiée au point de vue culturel.

L'article VIII laisse en suspens la question des relations diplomatiques du Viet-Nam avec les pays étrangers et prévoit simplement une représentation consulaire vietnamienne dans les pays voisins.

En acceptant ces diverses dispositions, le Viet-Nam nous donne une preuve tangible de l'esprit de collaboration confiante et de conciliation qui l'anime.

Quelques points positifs...

Mais en signant les articles Ier et IX, le gouvernement français a pris lui

aussi des engagements qui devront veiller à faire loyalement respecter.

A l'article premier figure la garantie que « les ressortissants vietnamiens en France comme les ressortissants français au Viet-Nam, jouiront de toutes les libertés démocratiques ».

Quant à l'article IX, il a trait à l'importante question de la Cochinchine et son application marquerait très certainement un progrès considérable dans le développement des relations amicales franco-vietnamiennes.

« Il sera mis fin de part et d'autre à tous actes d'hostilité et de violence... »

« ...Les prisonniers actuellement détenus pour des motifs politiques seront libérés, à l'exception de ceux poursuivis pour crimes et délits de droit commun. Il en sera de même pour les prisonniers faits au cours d'opérations... »

Le Viet-Nam et la France garantissent réciproquement que nulle poursuite ne sera tolérée contre toute personne en raison de son attachement ou de sa fidélité à la France ou au Viet-Nam.

« La jouissance des libertés démocratiques définies à l'article Ier sera réciproquement garantie... »

« Il sera mis fin aux propagandes incendiaires de part et d'autre... »

Tels sont les principaux points réglés par le « modus vivendi », qui prévaut en outre sur un certain nombre de modalités pratiques destinées à en faciliter l'application.

...qui justifient la campagne de « la défense »

Il nous faut ici souligner que la garantie des libertés démocratiques pour les Vietnamiens en France et en Cochinchine, la promesse de mettre fin à nos hostilités et de libérer les prisonniers politiques sont autant de victoires de « la défense », qui méritent depuis de longs mois une vigoureuse campagne contre la politique d'oppression et de terrorisme.

Par ailleurs, en garantissant que les Vietnamiens « JOUIRONT des libertés démocratiques », le texte du « modus vivendi » reconnaît implicitement que ces libertés n'existaient pas pour eux auparavant ; de même en stipulant la libération des prisonniers POLITIQUES, le texte reconnaît que les emprisonnés vietnamiens n'étaient pas tous de « vulgaires bandits de droit commun ».

Le gouvernement inflige ainsi un cinglant démenti aux mensonges répandus par toute une presse à gages et colportés complaisamment jusque par la radio d'Etat.

Il reste maintenant à appliquer, le plus rapidement possible les clauses du « modus vivendi ».

Il faut libérer Nguyen Ngoc Bich et tous les emprisonnés politiques...

C'est-à-dire, avant tout, à « mettre fin effectivement à tous actes d'hostilité et de violence », que ce soit au Nam-Bô (Cochinchine), dans le sud du Trang-Bô (Annam) ou dans le Bac-Bô (Tonkin).

Puis, il faut libérer tous les prisonniers politiques et les prisonniers faits au cours d'opérations, dont regorgent les prisons de Saïgon et le bagne de Poulo-Condore. Nous pensons en écrivant ce-

la, aux condamnés à mort comme à ceux qui furent déportés sans jugement et dont un grand nombre a déjà trouvé une « mort naturelle » sous la torture. Nous pensons à Nguyen Ngoc Bich, cet ingénieur des Ponts et Chaussées, ex-célebre de notre Ecole Polytechnique, député de la province de Rach-Gia à l'Assemblée nationale vietnamienne, à Nguyen Van Huc, président du comité administratif vietnamien de Saïgon, à Tran Ngoc, commissaire aux affaires politiques de Cantho, tous trois arrêtés le 26 août par les troupes françaises et soumis à d'odieuses tortures. Ces trois hommes ne doivent pas rester un seul instant de plus en prison.

Nous pensons aussi à tous les travailleurs vietnamiens arbitrairement emprisonnés sur le sol français, en Algérie et à Madagascar, et qu'il faudra enfin libérer sans plus attendre.

...rétablir les libertés démocratiques...

Mais la libération des prisonniers politiques serait insuffisante si elle n'était accompagnée de l'établissement des libertés démocratiques aussi bien pour les Vietnamiens résidant en France que dans l'ensemble des territoires vietnamiens, et notamment au Nam-Bô. Et ce-la comporte la liberté d'opinion, la liberté de la presse, les libertés syndicales, etc., toutes choses qui à l'heure actuelle sont loin d'être réalisées.

Enfin, il faudra mettre fin aux « propagandes incendiaires », c'est-à-dire poursuivre les feuilles comme « l'Aurore » et « l'Etoile du soir » qui mènent, au mépris de la vérité, des campagnes racistes de haine et d'excitation. C'est-à-dire aussi en finir avec la partialité révolutionnaire des postes de radio officiels de la France, qu'ils s'appellent Radio-Saïgon ou Radiodiffusion française.

Voilà ce que devrait faire la France pour faire honneur à sa signature en ce qui concerne le « modus vivendi ».

...et préparer un libre référendum...

En agissant ainsi, on faciliterait grandement l'exécution de la clause essentielle de la convention du 6 mars, qui reste en vigueur, concernant le référendum sur la réunion des Trois Ky.

Si l'ordre public et les libertés démocratiques sont rapidement rétablis en Cochinchine, on pourra envisager très bientôt la fixation d'une date pour la consultation populaire, sous le contrôle d'une commission mixte franco-vietnamienne. On pourrait alors reprendre les négociations interrompues à Fontainebleau avant le mois de janvier 1947, limite extrême prévue par le « modus vivendi ».

Dependant, si tous les démocrates français doivent se féliciter du nouvel accord, nous n'en sommes pas moins tenus à faire les mêmes réserves, à manifester les mêmes inquiétudes qu'au lendemain de la convention du 6 mars.

Nous disions alors : « L'accord est excellent si on a l'intention de l'appliquer. Malheureusement, l'action passée de ceux qui ont chargé de l'appliquer au nom de la France garantit qu'ils feront tous leurs efforts pour le saboter ». Et l'évolution ultérieure des événements devait, hélas ! amplement justifier nos craintes.

...Mais d'Argenlieu et sa clique.....

La clause du « modus vivendi » selon laquelle « il sera mis fin de part et d'autre à tout acte d'hostilité et de violence » était déjà contenue dans la convention du 6 mars, mais d'Argenlieu et Leclerc ne cessèrent de la violer. Ils menèrent une guerre sans merci non seulement contre les forces vietnamiennes, mais encore contre les populations civiles désarmées, transformant, avec l'aide de S.S. engagés dans la Légion étrangère, de paisibles villages en de nouveaux Oradour.

Peut-on leur faire confiance maintenant pour cesser les hostilités ?

Peut-on faire confiance à l'amiral d'Argenlieu et à sa clique pour libérer les détenus politiques de Poulo-Condore et autres bagnes, alors qu'ils ont toléré et encouragé l'utilisation par la Sécurité générale de Saïgon et par certains éléments du corps expéditionnaire, des procédés de torture dignes de la Gestapo ?

Il y a dans le texte du « modus vivendi » une phrase concernant les prisonniers « poursuivis pour crimes et délits de droit commun » qui semble tout à fait normale ; mais ne voit-on pas que d'Argenlieu et sa clique colonialiste, ou certains officiers escouades dans les camps de travailleurs en France, s'approprient à en tirer parti pour empêcher la libération des détenus politiques ? Il est si facile de camoufler les « délits » politiques en crimes de droit commun, selon une méthode chère à Vichy et à M. Teitgen !

...doivent d'urgence être rappelés

Quant aux libertés démocratiques, croit-on que d'Argenlieu et sa clique, après s'y être obstinément opposés, vont les accorder de bon gré ? Ne vont-ils pas plutôt, se targuant d'une fausse « neutralité », tenter de faire maintenir des mesures d'exception prises au nom du soi-disant gouvernement et souverain « de leurs marionnettes » cochinchinoises ? L'amiral-moine et sa clique vont-ils de leur propre gré mettre fin au soutien armé qu'ils ont fidèlement accordé jusqu'aujourd'hui au Dr Thinh et aux bandes de brigands du « Front populaire cochinchinois », hommes à tout faire des gros planteurs de caoutchouc et des gros riziiculteurs.

Le gouvernement a déjà fait une expérience. Depuis la signature — il y a six mois — de la convention du 6 mars, l'amiral-moine en a constamment, cyniquement, violé toutes les clauses.

Le peuple français ne veut pas que le « modus vivendi » signé en son nom reste un nouveau chiffon de papier. Il entend que la parole de la France soit respectée, pour maintenir et sauvegarder le renom de notre pays dans le monde.

C'est pourquoi, aux côtés du Secours Populaire français, de l'Association Franco-Viet-Nam, de la C.G.T., des partis et organisations démocratiques, il exigera avec toujours plus de force l'application de la convention du 6 mars et du « modus vivendi » franco-vietnamien et le rappel du néfaste Thierry d'Argenlieu, saboteur de l'union franco-vietnamienne, saboteur de l'Union Française, dont la politique met en danger l'avenir même de la patrie.

Gérard Spitzer.

Annexe n°1 : Lettre ouverte de Hoang Xuan Hân à ses camarades polytechniciens.

« À mes camarades de l'École polytechnique

Mes camarades de promotion ont peut-être oublié ce soir de l'été 1931 où notre professeur d'histoire et de littérature nous faisait sa dernière conférence de l'année. Je ne l'ai pas oublié, car Tuffrau nous parlait de la colonisation française. Sans doute la plupart d'entre vous ne prêtaient pas plus d'attention à cette conférence qu'à une autre ; mais du fond du vieil « amphi de chimie », où se tenait le cours, je tendis l'oreille, car j'étais un de ces « colonisés » dont Tuffrau nous retraçait la malheureuse histoire.

Tuffrau exaltait l'œuvre de Gallieni, de Marchant, de Lyauté et surtout de quelques uns de nos anciens: Borgnis Desboracs ?, Joffre. Ses paroles avaient, sans doute, des échos différents dans vos cœurs et le mien. Mais, pensai-je, après tout, ces hommes m'ont permis de venir m'asseoir à côté de vous, à vous connaître et à vous estimer. Peut-être, sans la conquête de l'Indochine par la France, les vietnamiens seraient venus également à l'ÉCOLE POLYTECHNIQUE (sic.), comme nos camarades chinois, turcs et persans. Mais, individuellement je profitais de cette œuvre. C'est avec ces pensées que j'écoutai avec amertume mais sans rancœur, raconter l'histoire de la conquête de ma patrie.

Cependant, ce n'est pas cela qui a gravé le souvenir de cette soirée dans ma mémoire. C'est la fin de la conférence, les dernières paroles de Tuffrau.

Est-ce qu'il pensa aux deux Annamites assis côte à côte au fond de l'amphi et dont il avait corrigé des compositions; est-ce qu'il s'agissait des paroles qu'il avait répétées tous les ans. Dans son élan oratoire, Tuffrau conclut: ((Quand vous serez officiers, ingénieurs ou administrateurs dans les colonies, n'oubliez pas qu'il y en est dont l'histoire est aussi belle que la nôtre et dont les hommes ont su défendre leur patrie avec dignité et honneur. Vous respecterez vous-mêmes en estimant et en respectant les sentiments patriotiques de leurs habitants. L'Annam est de ces pays.))

Je fus tellement ému de cette parole que je voulus traverser l'allée centrale de l'amphithéâtre pour venir remercier notre professeur. Mais l'allée était longue; Tuffrau avait ramassé ses papiers et disparu derrière le paravent du capitaine de service.

J'ai toujours cherché, sans la trouver, l'occasion de remercier Tuffrau de ses nobles paroles.

Cette fois-ci, j'en ai une.

Un de nos camarades Nguen Ngoc Bich (promo 1931) vient d'être arrêté près de Saïgon dans le maquis vietnamien.

Beaucoup d'entre vous l'ont connu. Il faut que son amour pour sa patrie soit sublime pour transformer un homme si doux en un combattant tenace. Récemment, le Général Leclerc, conseillé sans doute par nos nombreux camarades dans son armée, dans son état-major et dans la plus haute atmosphère du haut commissariat, lui a fait écrire pour l'inviter à venir le voir. Notre camarade lui a répondu de la manière la plus digne et la plus correcte. Aucun d'entre nous ne peut le désapprouver quand il pensait qu'il ne pouvait sans forfaire à son honneur, à l'honneur militaire et l'honneur d'ancien

polytechnicien, se rendre chez le Général Leclerc sans ordre de ses supérieurs hiérarchiques. Car, il est militaire.

Je ne peux pas, sans offenser notre camarade et vous-mêmes, expliquer son cas qui fait appel à vos sentiments que je sais élevés. Je considère, tout simplement, que mon devoir d'homme, de patriote, d'ancien élève de l'ÉCOLE POLYTECHNIQUE (sic.) est de rappeler à mes camarades, anciens, cocons et conscrits qui sont nombreux en Indochine, la noble pensée de notre estimé professeur Tuffrau, à laquelle j'apporterai la seule modification du mot Annam en Vietnam :

((Quand vous serez officiers, ingénieurs ou administrateurs dans les colonies, n'oubliez pas qu'il y en est dont l'histoire est aussi belle que la nôtre et dont les hommes ont su défendre leur patrie avec dignité et honneur. Vous respecterez vous-mêmes en estimant et en respectant les sentiments patriotiques de leurs habitants. Le Vietnam est de ces pays.))

HOANG XUAN HAN

(Promo 1930) »

